



« Informer n'est pas une liberté pour la presse mais un devoir »

[Accueil](#) | [derniers articles](#) | [articles au hasard](#) | [auteurs référencés](#) | [thèmes](#) | [liens](#)



27 janvier 2014



La mondialisation néolibérale en cavale



Robert BIBEAU

D'après les critiques de la mondialisation néolibérale, le mode de production capitaliste commercial (mercantile), reposant sur le commerce et la colonisation aurait évolué vers le capitalisme industriel néocolonial, marqué par le protectionnisme et les barrières tarifaires afin de protéger le marché national de la concurrence étrangère.

Critique de la pensée réformiste néolibérale

Les expressions « néolibéralisme », « mondialisation », « globalisation », « monétarisation » et « financiarisation » sont présentées comme un nouveau stade de développement du mode de production capitaliste, ce qui est totalement faux. L'économie politique de la « mondialisation » et de la « globalisation » a été étudiée et décrite depuis l'entre-deux guerres (1916-1939). Par contre, il est justifié d'affirmer que l'économie politique

impérialiste moderne est entrée dans une nouvelle phase de développement depuis les années 1968-1971 et la répudiation des accords de Bretton Woods, l'abolition de la convertibilité-or du dollar américain et des autres devises, et l'adoption du régime des changes monétaires flottants (1). Toutefois, cette nouvelle phase de l'impérialisme moderne ne constitue que l'exacerbation des contradictions déjà contenues dans le capitalisme classique.

D'après les critiques de la mondialisation néolibérale, le mode de production capitaliste commercial (mercantile), reposant sur le commerce et la colonisation aurait évolué vers le capitalisme industriel néocolonial, marqué par le protectionnisme et les barrières tarifaires afin de protéger le marché national de la concurrence étrangère.

Ce mode de production – ce système – aurait ensuite évolué vers le « néolibéralisme, mondialisé, globalisé, monétarisé et financiarisé » que nous connaissons aujourd'hui. Les caractéristiques de ce « nouveau » système économique néolibéral seraient que l'ensemble de l'économie est aujourd'hui accaparé par le secteur privé et une poignée de banquiers (les puissances d'argent – ce talisman) au détriment de l'équité et du bien public et citoyen. L'État, hier encore juste et équitable – arbitre impartial entre les forces sociales contradictoires – aurait été usurpé et accaparé par une clique de riches – en collusion – se cooptant, complotant et pervertissant les fonctionnaires – stipendiant les politiciens par des caisses électorales occultes et des pots-de-vin et s'accaparant de tout le pouvoir de l'État par leurs complots secrets.

Les médias dans nos sociétés libres et démocratiques (*sic*) auraient manqué de vigilance et parfois même ils auraient malencontreusement fermé les yeux sur ces malversations. La mission de l'opposition électoraliste altermondialiste, social-démocrate, nationaliste et éco-socialiste de « gauche », serait aujourd'hui de réorienter l'appareil étatique et gouvernemental, cet arbitre impartial entre les forces sociales divergentes, dans la direction de son penchant naturel, qu'il n'aurait jamais dû délaissier, en faveur de l'équité et de la justice. Tout ceci n'est que fumisterie vous l'aurez compris.

La fin ultime de cette opposition, de cette procession au flambeau civique et citoyenne larmoyante serait de maintien de l'État providence – symbole des années de félicités ou la petite bourgeoisie exultait – de la fin des années soixante (1968) jusqu'à aujourd'hui (l'État-providence en annexe 1) (2). La petite bourgeoisie, courroie de transmission et « porteuse d'eau » du grand capital monopoliste, voudrait ainsi conserver ses privilèges (ses chaînes dorées) et ne pas subir les affres du néo-libéralisme-

mondialisé-globalisé, ce système sans-cœur et prévaricateur qui détruit toutes les bases de l'harmonie sociale que le petit-bourgeois a eu tant de mal à crédibiliser aux yeux des ouvriers, des salariés, et des employés des états occidentalisés. Il faut savoir que le phénomène de l'État-providence a été strictement circonscrit à l'Occident politique et impérialiste (l'Occident en annexe 2) (3).

« À partir des années 1970, avec la montée en puissance des pensées de Milton Friedman et de Friedrich Hayek le mot néo-libéralisme prend un autre sens. À partir de Michel Foucault, le néolibéralisme est alors présenté comme une technique de gouvernement, une politique économique et sociale étendant l'emprise des mécanismes du marché à l'ensemble de la vie. Friedman et Hayek sont désignés en France comme en étant en grande partie les inspireurs bien qu'ils ne se soient jamais réclamés du néolibéralisme, mais seulement du keynésien, et limite voire supprime l'intervention étatique. Le contexte économique marqué par la fin du système de Bretton Woods relance les discussions entre écoles économiques et leur intensité a contribué à populariser ce terme » (4).

Les idéaux et les principes du réformisme néo-libéral

Les termes « néolibéralisme mondialisation globalisation monétarisation financiarisation » désignent aujourd'hui un ensemble d'orientations idéologiques, économiques et politiques d'inspiration réformistes et opportunistes qui partagent plusieurs idées communes :

- Le courant de pensée néolibéral dénonce l'aspiration futile d'une portion des intellectuels bourgeois qui espèrent le maintien de « l'État-providence » en déliquescence. Il dénonce les jérémiades pour un accroissement des interventions gouvernementales dans l'économie sous formes de réglementations abusives. Il dénonce le maintien de charges fiscales excédentaires pour les entreprises privées « déficitaires » (*sic*). Ils dénoncent la prise de contrôle d'entreprises privées par l'État « socialiste », entreprises qui devraient, selon les intellectuels néolibéraux, être rétrocédées au secteur privé dès que « rentabilisées ». Ce à quoi s'objectent les petits-bourgeois altermondialistes et pseudo-socialistes détracteurs du néolibéralisme, au motif que ces entreprises étatiques rentables profiteraient aux contribuables.

- Le courant de pensée néolibéral fait la promotion de l'économie de libre marché au nom de la liberté de l'agent-économique producteur et de l'acteur-économique-consommateur et au nom de « l'efficacité » économique de la libre entreprise concurrentielle monopolistique. Argument des plus ludiques quand on observe la crise économique structurelle-systémique qui n'en finit plus de démontrer l'inaptitude de la libre entreprise capitaliste à survivre sans guerre génocidaire, sans crises financières répétitives, sans famine endémique, sans pandémie meurtrière et sans cataclysme (pour lesquelles les populations du tiers-monde ne sont jamais préparées ni protégées). La pseudo gauche libertaire, altermondialiste et écologiste devrait être suffisamment avisée pour réaliser que le libre-marché et la libre-concurrence n'existent tout simplement pas sous l'impérialisme monopolistique.

- Le courant de pensée néolibéral prône la dérégulation et la dérèglementation des marchés qui devraient se réguler strictement par les forces et les lois naturelles du marché « libre » et le jeu de la libre concurrence monopolistique. Les petits-bourgeois réformistes, altermondialistes et pseudo-socialistes rétorquent que trente années de dérèglementation-dérégulation ont entraîné l'intensification de la corruption, de la collusion, du pillage des administrations publiques ; l'accentuation de la fraude et des paradis fiscaux ; l'extension de la spéculation boursière outrancière ; la dérive monétaire et bancaire ; la destruction des services publiques ; la multiplication des empoisonnements alimentaires, la profusion des accidents ferroviaires, aériens, routiers, maritimes et pétroliers ; l'extension des guerres régionales destructrices ; ainsi que l'anarchie totale du développement économique impérialiste qui s'étale maintenant dans toute son ampleur et dans toute son horreur. Tout ceci est véridique mais il est tout aussi vrai que ces tendances économiques, sociologiques, politiques et militaires sont inscrites dans le code génétique de l'impérialisme moderne et ne pourront jamais être enrayerées.

- Les idéologues néolibéraux aspirent à la disparition progressive et sélective du secteur public d'économie au bénéfice du secteur privé dans les domaines rentables et profitables. Évidemment, la classe ouvrière à travers le monde n'acquiesce nullement à ce salmigondis ubuesque, mais le militant vigilant perçoit rapidement que les pouvoirs (économique, politique, juridique et militaire) sont indifférents à ses atermoiements véhéments et que seule une opposition très musclée peut contrecarrer un tant soit peu les décisions arrêtées en haut lieu par les administrations publiques de la gouvernance étatique à la solde des riches.

- Les intellectuels néolibéraux exigent au nom de leurs sponsors capitalistes que les secteurs d'activités économiques de production, de distribution et des services publics non profitables soient abandonnés s'ils ne sont pas essentiels à la reproduction élargie du capital ; ou alors qu'ils soient fortement réduits en terme de dépense gouvernementale et mis à la charge de l'utilisateur-payeur libérant ainsi ce revenu gouvernemental supplémentaire pour augmenter les subventions aux entreprises privées parasitaires sous prétexte de « stimuler l'économie », de créer des emplois (très lourdement subventionnés, précaires et éphémères) et pour rembourser la dette souveraine ayant totalement échappé au contrôle gouvernemental des majordomes du capital.

- D'un commun accord, néolibéraux enthousiastes et critiques du néo-libéralisme dépressifs s'entendent pour que les budgets étatiques soient impérativement mis au service du grand capital pour sa reproduction élargie et le défi des administrations publiques capitalistes consiste à faire accepter aux salariés, y compris aux petits-bourgeois paupérisés et endettés, ce détournement des argents des régimes de pension, des dépôts bancaires des épargnants, des crédits publics, qui dorénavant ne

passeront plus par un processus d'essaimage généralisé (aide sociale, allocation familiale, garderie subventionnée, transport en commun, logement subventionné, éducation et services publics vilipendés) mais s'engouffrera directement – sans intermédiaires – dans les goussets des monopoles et des milliardaires. Le chantage des entreprises forestières et des alumineries monopolistes québécoises, exigeant une nouvelle baisse des tarifs d'électricité déjà sous-facturé, est une manifestation authentique de cette dictature impérialiste sur la gouvernance publique libérale, péquiste, adéquiste ou « solidaire » peu importe (5).

- Les critiques bourgeois du « néolibéralisme » geignent que ce faisceau de désengagement des gouvernements “néolibéraux” accroît les inégalités sociales ; déstabilise le tissu collectif citoyen ; compromet la paix civique ; pille les ressources naturelles de la nation et déséquilibre l'État bourgeois dans ses pratiques pudiques en l'engageant « trop fortement » (disent-ils) du côté des possédants, lui retirant son vernis « d'arbitre impartial » au-dessus des classes sociales.

Les expressions « néolibéralisme », « mondialisation », « globalisation », « monétarisation » et « financiarisation » de l'économie sont autant de concepts discursifs et récursifs dont les forces étaient déjà présentes dans le capitalisme classique (mercantile aussi bien qu'industriel), puis dans la première phase de l'impérialisme moderne triomphant et dont le total déploiement, depuis la fin des années soixante du siècle précédent, a dominé la deuxième phase de développement de l'impérialisme moderne stade suprême du capitalisme.

Le « laisser faire » du dirigisme néolibéral

Loin de « laisser faire » l'État bourgeois (providentiel et non providentiel) intervient constamment et de plus en plus vigoureusement pour organiser et soutenir la reproduction élargie du capital, c'est-à-dire d'abord, pour assurer la valorisation (les profits) du capital qui est la condition de base de reproduction du système d'économie politique impérialiste moderne. L'État bourgeois ne sait faire que cela. La soi-disant mondialisation néo-libérale globalisée caractérisée par le non intervention de l'État n'est que mensonge et duperie qu'accréditent les organisations altermondialistes et gauchistes par leurs dénonciations du pseudo désengagement de l'État. Il n'y a jamais eu de désengagement de l'État capitaliste. Il y a simplement réorientation des engagements de l'État directement en faveur des capitalistes sans passer par la petite bourgeoisie, les pauvres, les assistés-sociaux, les chômeurs et les étudiants.

Chaque jour l'État bourgeois se désengage des services publics et réduit ses dépenses destinées à la reproduction de la force de travail et au soutien social, cependant que chaque jour l'État-providence pour les riches transfère les deniers publics ainsi épargnés en direction des programmes de soutien destinés aux capitalistes (au Québec on dénombre 2300 programmes de subventions aux entreprises) afin d'assurer la reproduction élargie du capital dont l'État est le commandeur universel, et ceci quelle que soit la faction de la bourgeoisie qui contrôle le pouvoir politique, la pseudo gauche ou l'authentique droite. Ultiment, tous ces efforts sont vains car l'effondrement économique s'en vient (6).

L'économie « réelle » en guerre contre l'économie de guerre « virtuelle »

Peut-on imaginer un instant qu'il existe des alambiques telles que l'économie « réelle » et l'économie « virtuelle » (7) ? De fait, les économistes bourgeois ignares sont tous incapables de comprendre, de prévoir et de corriger les calamités de l'économie capitaliste. Il en va de même de leurs apôtres réformistes – opportunistes et gauchistes qui se gardent bien de dire qu'il s'agit simplement de deux formes classiques d'existence du capital (le capital productif ou capital vivant ou encore capital variable (Cv) et le capital mort ou capital constant (Cc)). Pour Marx c'est le rapport entre ces deux formes de capital, ce qu'il appelait la composition organique du capital (Cc/Cv) qui génère économiquement les crises et politiquement les dictatures, forment politiques particulièrement virulentes de la dictature « démocratique » bourgeoise.

L'impossible résolution de cette contradiction qui entraîne la baisse tendancielle du taux moyen de profit – contradiction qui ne peut être résolue sous le règne du capital monopoliste – entraîne in fine la guerre (régionale ou mondiale) comme ultime moyen de détruire des moyens de production, du capital fixe-constant (Cc) et quantité de stocks de marchandises invendues, tout en éliminant quantité de forces productives inutilisées (les ouvriers transformés en chair à canon dans les tranchées).

Les États-Unis, un modèle de l'impasse de l'économie impérialiste

S'il n'y a plus assez de plus-value à partager c'est parce que les capitalistes ne peuvent plus, à la fois, exploiter les salariés et les prolétaires occidentaux (leur extraire la plus-value – issu du surtravail non payé), tout en leur abandonnant un salaire de misère (Graphique 1 en annexe 4) ; et en même temps, dans les pays émergents, exploiter les ouvriers, les artisans et les paysans migrants vers les villes pour se prolétarianiser. La solution choisie pour le capital international est donc de faire disparaître les humains surnuméraires, et pour ce faire les guerres, les famines, les pandémies, les catastrophes naturelles et l'euthanasie seront mises à profit.

Comme l'indique le Graphique 1 les salaires des travailleurs étatsuniens rapportés au PIB du pays sont au plus bas depuis 1940. Ceci signifie que la part du gâteau économique que les millions de travailleurs américains ramènent à la maison pour leur reproduction en tant que classe sociale n'a jamais été aussi petite. C'en est rendu au point qu'est apparue aux États-Unis depuis une décennie la catégorie des travailleurs pauvres. Ceux qui travaillent cinquante heures semaines ne gagnent pas suffisamment pour assurer la reproduction de leur force de travail (ceux pour lesquels la plus grande entreprise au monde, Wall-Mart, organise des collectes de nourriture plutôt que de les payer). Croyez-vous un instant que ces prolétaires anémiés et

aliénés peuvent s'intéresser à la politique et à la chose publique ? C'est exactement l'effet escompté.

La deuxième information que fournit ce graphique est catastrophique pour le système économique impérialiste. Si dans le passé les États-Unis jouaient le rôle de marché de consommation de l'humanité, la baisse de la part des salaires dans le PIB national signifie que les États-Unis ne seront bientôt plus en mesure de jouer le rôle de consommateur-destructeur et gaspilleur de marchandises puisque les consommateurs américains (90% des clients sont des salariés) ont de moins en moins de revenus pour consommer. Dès que le crédit à la consommation s'épuisera le système s'effondrera comme en 2008 pour le marché de l'immobilier (8). Les créanciers des États-Unis ont bien raison d'être effrayés.

Les États-Unis sont donc de moins en moins un grand pays producteur de marchandises (exceptés pour l'armement, l'avionnerie, l'automobile, l'énergie et une partie de leurs aliments) et ils sont de moins en moins un pays consommateur solvable. Les États-Unis, premier partenaire économique du Canada, sont devenus une oligarchie de banquiers-financiers et d'actionnaires millionnaires et milliardaires parasites (0,01% de la population) qui vivent de l'accumulation d'immenses bénéfices. Les États-Unis sont aussi devenus un assemblage de sections de petit-bourgeois désespérés, en voie de paupérisation accélérée, désarticulés et abandonnés par leurs mentors décapitalisés. Nous spécifions « décapitalisés » dans le sens que les monceaux de capitaux qu'entassent les capitalistes financiers américains sont des papiers spéculatifs boursiers qui demain s'évaporeront en même temps que s'effondreront les indices de la bourse. Ces divers segments de petits-bourgeois échevelés sont de plus en plus coupés de la masse des salariés qui ne se reconnaissent plus dans leurs mythes et leurs salmigondis à propos de la « destinée manifeste », du « self made man », de la « démocratie électoraliste » et du paradis pour tous. Coupé de cette mission de courroie de transmission et de coolie des grands patrons le vassal petit bourgeois démuné perd toute utilité pour ses suzerains.

Les États-Unis c'est aussi une masse énorme de salariés, de plus en plus pauvres et de plus en plus démunis et aliénés. Pour l'instant, cette foule prolétarisée souffre, peine, désespère, s'adonne au crime à la petite semaine, et tourne sa colère contre elle-même, par le suicide, la mystique religieuse, la drogue, l'alcool, la sexualité débridée, le vol à la tire et le meurtre aveugle ou en série, les bandes de rues, la désobéissance civile, l'anarchie sociale et le monde interlope. Cet amalgame difforme subit une terrible répression de la part d'un État policier de plus en plus sauvage et dérégulé. Les multiples corps policiers, totalement déconnectés de la société civile, s'acoquinent avec le crime organisé et s'adonnent à la prévarication des « ripoux ».

L'égoïsme et le narcissisme ont force de loi aux États. Chacun tente de tirer son épingle du jeu et c'est ainsi, au milieu de cette anarchie, que l'oligarchie se maintient au pouvoir entre deux mascarades électorales auxquelles ne participent plus que la petite bourgeoisie, l'aristocratie syndicale, une partie des rentiers, et les politiciens tous plus véreux les uns que les autres (9). Il en est très bien ainsi. N'inviter surtout pas les ouvriers à voter. Maintenant qu'ils ont perdu toute illusion sur l'État des riches capitalistes il ne nous reste plus qu'à les mobiliser pour le renverser.

La situation économique, sociologique, politique et juridique est à peu près identique au Canada et au Québec avec un léger décalage dans le temps et dans l'approfondissement dus à quelques particularismes nationaux et à l'effet d'échelle. Le sous-continent étatsunien compte 310 millions d'habitants et le Canada en compte 36 millions.

L'économie impérialiste sera relancée, non pas parce qu'elle aura démantelé quantité de moyens de production, éradiqué quantité de forces productives (travailleurs) et détruit quantité de marchandises pendant la guerre nucléaire, pendant les famines et les pandémies en série, et au cours des cataclysmes naturels pour lesquelles rien n'aura été fait pour prévenir ou secourir les populations martyres, ou encore par euthanasie des retraités désormais présentée comme la panacée à tous les maux de l'humanité, mais parce que le système économique impérialiste aura ainsi résolu ses problèmes de trop plein de main d'œuvre désœuvrée, de trop plein de pauvres improductifs et dispendieux à entretenir, ainsi que celui de l'exiguïté des marchés et de surabondance des moyens de production qui entraîne la baisse inéluctable de la composition organique du capital et du taux moyen de profit (10).

La guerre comme solution à la crise économique

Bien entendu, les guerres sont présentement localisées, contrôlées, dirigées et endiguées, quoique de moins en moins efficacement (Sud Soudan, Syrie, Afghanistan-Pakistan, Centre-Afrique, Libye, Mali). D'un commun accord entre les protagonistes des camps impérialistes antagonistes, pas encore résignés à s'affronter dans un grand cataclysme international, les aires de guerres sont limitées aux pays sous-développés. Depuis 1945 – fin du précédent conflit mondial – il n'y a pas eu une seule année sans qu'une guerre locale ou régionale n'ait été menée, mettant aux prises l'impérialisme américain triomphant (pour un temps) et le camp socialiste, qui s'est ensuite muté en camp social impérialiste (1956). Le camp social impérialiste soviétique s'effondrant en 1989 a été remplacé par le social-impérialisme chinois et l'impérialisme russe ascendant, tous deux réunis dans l'alliance du BRICS, face au camp impérialiste occidental décadent (OTAN).

Plus d'une cinquantaine de guerres locales et régionales ont marqué et marquent encore aujourd'hui le déclin rapide de l'impérialisme américain qui s'accroche désespérément à son statut obsolète de première puissance économique mondiale. Les États-Unis d'Amérique demeurent la première puissance militaire au monde mais ils ne sont déjà plus la première puissance économique internationale. Seule la fraude monétaire accompagnant le dollar US – artificiellement maintenue en survie – permet encore à ce pays décadent de guerroyer.

Dès avant la Première Grande Guerre l'idée a germé dans la tête des sociaux-démocrates, des réformistes et des opportunistes de tout acabit que la guerre n'était pas un compagnon de lit obligé du mode de production capitaliste et que l'humanité, si longtemps outragée par les horreurs des guerres mille fois répétées et dénoncées, pourrait enfin respirer dans la paix sinon perpétuelle du moins prolongée.

Nous ne reprendrons pas ici toute la panoplie des courants de pensée argumentés qui prétendent que « plus jamais » le monde ne souffrira de telles abominations meurtrières. Et chaque fois, de nouveaux charniers viennent dissiper les illusions des prestidigitateurs, des curés, des mollahs, des imams, des popes, des humanistes et des pleureuses laïcs engagées dans la guerre contre la guerre à coup d'eau bénite, de prières, de cantiques et de pétitions de compassions. Nous ne traiterons ici que certains des arguments les plus récents des thuriféraires de l'impossible apocalypse nucléaire et des « négationnistes » d'une nouvelle guerre mortifère à l'échelle planétaire.

Premier argument de ces pacifistes utopistes : La guerre mondiale n'est plus possible, la chose étant que les armements nucléaires disponibles sont trop puissants et mettraient en danger le vainqueur tout autant que le vaincu. Croyez-le ou non, on disait déjà cela dans les mois précédents la seconde guerre mondiale. Ils y seront entraînés dans cette guerre mondialisée par les lois inexorables de l'économie impérialiste.

Deuxième argument de ces tenants « de la paix inévitable » : La division internationale du travail et la répartition des moyens de production (industrie lourde productrice de moyens de production), ainsi que la dépendance qu'engendre ce nouveau paradigme « d'interdépendance industrielle universelle » rend improbable sinon impossible une guerre totale entre un camp impérialiste contre un autre camp impérialiste hyperpuissant et détenteur de la plus grande part des moyens de productions de l'humanité. En effet, comment General Motors États-Unis pourrait-il commander la destruction de ses installations de production en Chine « Communiste » ? Entre 1939 et 1945 la société étasunienne IBM a vu bombarder ses équipements industriels implantés en Allemagne. D'autres entreprises industrielles étasuniennes également. La destruction de moyens de production permet de désengorger les marchés et de relancer le processus de production profitable.

Bien que ces arguments semblent logiques et raisonnables ils ne font pas le poids devant l'histoire et les faits du présent. Il nous faut malheureusement nous rendre à l'évidence, les capitalistes monopolistes ont toujours juré qu'ils voulaient la paix à tout prix alors qu'ils préparaient la guerre à n'importe quel prix. Les dépenses gouvernementales pour l'armement (Carte 1 en annexe 5), en hausse exponentielle, prouvent à l'évidence que le monde se dirige vers un nouveau conflit international. La recherche de pointe sur le développement d'armes nucléaires létales, dites à « effets localisés et limités », et les récents revirements de la politique américaine en ce qui concerne le bouclier nucléaire européen face au camp eurasiatique, ainsi que la décision du président américain de déplacer ses flottes et ses bases militaires vers l'Asie-Pacifique démontrent à l'entendement que le grand capital monopoliste prépare un grand affrontement dont un seul camp sortira gagnant (temporairement) en termes de domination mondiale sur les ressources, en termes d'exploitation des forces productives et de spoliation de la plus-value et des profits, assurant la reproduction élargie du mode de production impérialiste moderne (11).

L'unique solution à la crise économique

La révolution empêchera la guerre ou la guerre enclenchera la révolution ouvrière. C'est-à-dire que la classe ouvrière se résoudra à accomplir sa mission historique qui consiste à répudier l'ancien mode de production impérialiste dégénéré, qui a rendu les services qu'il pouvait, mais n'est plus capable de surmonter ses contradictions internes et d'assurer l'évolution du genre humain. Les ouvriers devront le remplacer par un nouveau mode de production planifiée, un nouveau mode de propriété et une nouvelle société organisée assurant le développement dans le respect de l'environnement.

Nous croyons sincèrement, compte tenu de l'état déglingué des organisations du mouvement ouvrier désorganisé dans le monde entier, infiltré par les contingents de petits-bourgeois tétanisé et compte tenu du degré d'aliénation de la classe ouvrière et des forces populaires, suite aux multiples trahisons réformistes, opportunistes, gauchistes et révisionnistes que malheureusement cette fois encore c'est la guerre qui enclenchera la révolution et non l'inverse (12).

Les ouvriers du monde entier et leurs alliés employés et salariés de tout secteur et de tous milieux devront descendre jusqu'au fond de l'Enfer de la guerre thermonucléaire la plus mortifère avant de faire le tri parmi les milliers de courants de pensée petit-bourgeois (classe sociale dont c'est le métier de cogiter de multiples théories alambiquées) pour extirper de ce magma indigeste la théorie scientifique de la révolution socialiste. Seule la guerre révolutionnaire pourra mettre un terme aux chapelets de guerres d'extermination et de spoliation en mettant fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

<http://www.robertbibeau.ca/Palestine.html>

ANNEXE 1

L'ÉTAT-PROVIDENCE

L'État-providence, après avoir soutenu le développement de l'économie capitaliste dans chacun des pays impérialiste d'Occident, a survécu pour un temps à la concurrence inter-impérialiste entre le bloc Atlantiste et le bloc social impérialiste soviétique, puis entre le bloc Atlantiste et le BRICS. L'État-providence se voit aujourd'hui assigner le rôle de canaliser la plus grande partie des revenus de l'État directement vers les goussets des milliardaires, des boursicoteurs et du capital monopoliste financier afin de tenter d'enrayer la baisse tendancielle du taux de profit moyen, performance pourtant impossible à réaliser.

Par des mesures politiques et financières dites « néolibérales » l'État des riches impérialistes favorise le développement de sa section nationale de la grande famille des capitalistes internationaux et cet État ne veut ni ne peut être utilisé pour arraisonner les capitalistes monopolistes financiers qui le dirige, le finance et le commande. L'État national bourgeois des riches, au Canada, en France, aux États-Unis ou en Chine ne peut pas favoriser les ouvriers et le peuple des nations paupérisées sans s'attirer des mesures de rétorsion des organismes para-nationaux de la gouvernance impérialiste mondiale. La stratégie des luttes « électoralistes » pour la conquête des parlements et des exécutifs des gouvernements a échoué, comme il était facile de l'imaginer. L'État bourgeois ne pourra jamais devenir un État populaire du peuple citoyen et il restera jusqu'à sa fin l'État des banquiers. L'étape de la lutte de classes dite « nationale » est révolue – voici venu le temps de la lutte de classe internationale contre l'État des riches impérialistes mondialisés et globalisés.

ANNEXE 2

L'OCCIDENT IMPÉRIALISTE MODERNE

L'Occident impérialiste moderne sur le plan économique, politique et idéologique se compose des États-Unis d'Amérique, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, du Japon, de l'Allemagne et de l'Autriche, du Royaume-Uni et de l'Irlande, de la France, la Belgique, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Grèce, la Suisse et les pays scandinaves Suède, Norvège, Danemark, Islande et enfin Israël (pour Israël, voir l'encadré ici-bas).

En 2013, ces 23 pays (sur 203) rassemblent 921 millions d'habitants (14 % de l'effectif mondial) ; regroupent 716 des 1 455 milliardaires que comptent l'humanité ; cumulent 237 des 300 plus grands corporations monopolistes mondiales ; totalisant 41 645 milliards de dollars de PIB (58% du total mondial en 2012). Ces 23 pays ont effectué 1080 milliards de dollars de dépense militaire (65% du total mondial en 2010). Leur revenu annuel moyen se situe entre 23 000 \$ et 115 000 \$ avec une médiane à 52 000 \$ par habitant (13). A contrario, 1,3 milliards d'individus dans le monde vivent sous le seuil d'extrême pauvreté (moins de 2\$ par jour ou 730\$ par année) (14).

ANNEXE 3

ISRAËL PUISSANCE IMPÉRIALISTE OCCIDENTALE AU PROCHE-ORIENT

L'État israélien est né en 1948 en tant que néo-colonie militaire d'occupation de l'impérialisme britannique au Proche Orient. Israël a alors bénéficié de l'appui de l'impérialisme français et de la tolérance complaisante des États-Unis et de l'Union Soviétique. L'État sioniste après avoir tué, emprisonné, expulsé et ghettoisé le peuple palestinien sur ses terres expropriées a ensuite conquis son autonomie économique, financière et militaire si bien qu'en 1967, suite à la guerre d'agression éclair dites des Six Jours, contre les gouvernements arabes environnants, s'est placé sous le parapluie nucléaire de l'impérialisme étatsunien devenu hégémonique. Par la suite, bénéficiant de la complicité de la France et des américains, l'État sioniste est lui-même devenu une puissance nucléaire illégale et illégitime. Aujourd'hui, l'impérialisme israélien est totalement imbriqué à l'économie industrielle, scientifique et financière occidentale dont il constitue une extension économique et militaire au Proche-Orient.

Pendant plusieurs années les analystes occidentaux disaient de l'État israélien qu'il constituait le « gendarme » de l'impérialisme américain au Proche-Orient. Depuis le retrait des militaires israéliens du Liban (1980-2000) et la défaite de l'armée israélienne face au Hezbollah libanais, il devient de plus en plus évident que les Forces de Défense d'Israël (FDI) ne font plus le poids et ne peuvent constituer la gendarmerie américaine dans cette région du monde ou le rêve étatsunien (Georges Bush) d'un Grand Israël dans un Moyen-Orient remodelé a fait long feu. Le déclin mondial de l'impérialisme américain force aujourd'hui l'impérialisme israélien à diversifier ses alliances et à renforcer ses liens économiques, financiers, industriels et scientifiques avec de nombreux partenaires impérialistes. C'est la raison pour laquelle depuis quelques années l'armée israélienne vend des secrets militaires et scientifiques étatsuniens à la Russie et à la Chine le plus sérieux prétendant au titre hégémonique.

C'est la raison pour laquelle le président français François Hollande et le premier ministre canadien Stephen Harper déambulent à la Knesset afin de s'offrir comme coopérant en lieu et place de l'impérialisme américain qui déploie ses flottes et ses bases militaires en direction de l'Asie-Pacifique la futur zone névralgique de l'équilibre de la terreur impérialiste mondiale. L'amitié « éternelle » entre les deux comparses – le monstre impérialiste étatsunien et L'état voyou et génocidaire israélien – aura duré une cinquantaine d'années.

ANNEXE 4

Graphique 1

La masse salariale dans le PIB des États-Unis

Source : <http://centpapiers.com/dix-graphiques-incroyables-qui-demonstrent-la-le...>

ANNEXE 5

Carte 1